Prospectives Royalistes de l'Ouest
P.R.O.

N°23 Juillet-Août 2012 à imprimer et à diffuser

Sommaire :

Editorial

De l'amour fécond à l'hédonisme stérile

Après les législatives...

De l'intégrisme

L'erreur socialiste sur l'impôt

Le Respect à l'assaut de la liberté

Dossier Maurras : Pour l'honneur du Maître de Martigues

Le livre des vacances :

L'Anneau du Pêcheur de J.Raspail

Quand la république monte à l'assaut...

Si les mois préélectoraux avaient fortement atténué les aspirations nihilistes de la république, force est de constater leur actuelle recrudescence. Entre l'euthanasie, le mariage homosexuel et la mise à l'Index de la Loi Carle sur le financement des écoles privées, ce sont des pans entiers de notre Nation qui vont progressivement s'effriter sous les coups de butoirs des inepties républicaines.

Et face à cette vindicte antinationale, la droite la plus bête du monde continue de s'écharper pitoyablement, se complaisant dans d'affligeantes luttes d'egos pour savoir qui ramassera les miettes laissées par les socialistes.

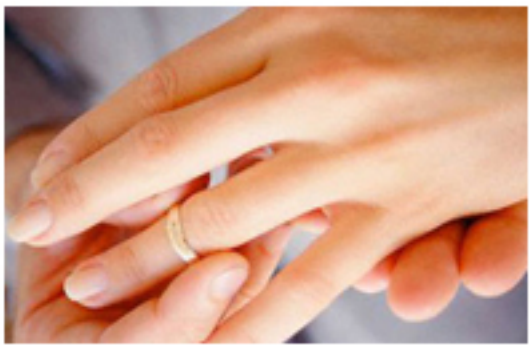
Quant aux français, ils continuent de déchanter en étrennant encore une fois les désillusions politiques, notamment sur l'hypocrite augmentation du SMIC… Et tombent progressivement dans l'apathie générale, laissant libre cours aux lobbys les plus dangereux.

Le sursaut royaliste n'en est que plus urgent : il n'y a plus de place pour la couardise ou la peur, l'abandon ou les faux-fuyants. Relisons Maurras, La Tour du Pin, Bainville et Taine : formons nous, informons nos concitoyens de l'importance vitale de ces piliers que sont le Droit Naturel, l'institution maritale, la protection des plus faibles et les intrinsèques dangers du socialisme.

La république monte aujourd'hui à l'assaut des valeurs fondamentales de la France, contre les piliers qui tiennent encore notre fébrile édifice national : Royalistes, en avant ! Défendons avec la pugnacité et le courage des Camelots du Roi notre héritage français, notre Patrie contre les méprisables bassesses républicaines ! L'heure n'est plus aux bavardages stériles : elle est à l'action royaliste, au militantisme actif et pérenne !

De l'amour fécond à l'hédonisme stérile

S'il est une institution sociale qui semblait pouvoir résister aux intempéries républicaines, essuyer les tempêtes d'inepties et d'outrages sans nom, c'était bien le mariage. Couronnement de l'amour d'un homme et d'une femme, concrétisation de leur vœu de fidélité et point de fixation de toute « famille nucléaire », le mariage fortifiait cette base atomique de la société et ainsi, assurait la pérennité de tout l'édifice.



Or, sous l'odieuse égide d'une modernité hédoniste, la république s'est élancée depuis quelques jours sur la voie de la légalisation unilatérale et absolue de tout mariage entre deux personnes du même sexe. Par la voix du Ministre délégué à la Famille, Dominique Bertinotti, les gouvernants socialistes ont donc prévu de légaliser le mariage homosexuel pendant le premier trimestre 2013, profitant de l'affligeante division de la droite pour faire passer en toute tranquillité les pires inepties.

Cette légalisation est loin d'être banale : elle sera le symbole éclatant de la victoire du Droit Positif sur le Droit Naturel, de l'hédonisme sur l'intelligence, de la famille républicaine sur la famille traditionnelle et pérenne. Pire : elle sera à n'en pas douter la pierre angulaire des futurs combats nihilistes de la république, le bélier qui ouvrira toutes les portes légales aux infamies les plus inacceptables comme l'adoption pour les homosexuels.

Pour comprendre l'importance du mariage dans notre société, il suffit, comme souvent, de reprendre la pensée d'illustres auteurs comme Aristote, Kant ou Bossuet. Ainsi, dans son œuvre Poétique, Aristote pose cette maxime essentielle : « *C'est la fin qui, en toute chose, est le principal* ». Tout acte, toute institution ne vaut que par son intrinsèque finalité. Ainsi, celle du mariage apparaît évidente : donner une base saine au couple pour qu'il puisse accueillir les futures générations et leur apporter le bonheur, la sérénité propice à leur épanouissement intellectuel.

Or, une récente étude américaine du Professeur Mark Regnerus, parue dans la sérieuse publication Sociale Science Research, a démontré les effets néfastes de l'homosexualité parentale sur les enfants. De l'aveu du chercheur : « *La prétention empirique, selon laquelle il n'existerait aucune différence importante, [entre parentalité homosexuelle et hétérosexuelle] doit disparaître* ». Ses conclusions sont sans appel : les enfants ayant grandi dans des familles biologiques intactes sont en général mieux éduqués, en meilleure santé mentale et s'affirment plus souvent heureux que les autres.

Encore une fois, les résultats scientifiques corroborent ce que le bon sens supposait. Et pourtant, d'aucun de nos gouvernants socialistes s'efforcent aujourd'hui de faire l'extrême inverse, perpétuant cette dramatique « dictature de l'opinion » et cédant aux véhémentes élucubrations des lobbys LGBT.

Si la république légifère sur le mariage homosexuel, c'est un pan entier de notre société qui s'effondre, une fragilisation encore plus grande de l'édifice national déjà allègrement meurtri. Le mariage n'aura donc plus pour finalité la consécration de l'amour fécond mais la reconnaissance officielle de l'hédonisme stérile et nihiliste. Changement paradigmatique fondamental de l'institution centrale de la France, il est indispensable que les français ayant encore un minimum de courage et de bon sens s'élèvent contre cette dramatique ineptie sociale.

Car n'oublions jamais cette maxime d'Edmund Burke : "*Pour triompher, le Mal n'a besoin que de l'inaction des gens de bien*"

Après les législatives....

« *Les élections législatives viennent de se faire au milieu de l'indifférence de presque tous, et du dégoût d'un très grand nombre. Et rien n'est changé, absolument rien. L'exploitation de la France par la République continue. Ce sera la même démence financière, la même tyrannie, les mêmes vols; et la guerre civile immanente et permanente, et la destruction des organes de défense, et la France comme exposée en proie… Non, rien n'est changé.* »

Ce dramatique constat que dépeignait Jules Lemaître dans son Discours du 30 Avril 1910 à Bordeaux, serait fort aisément applicable à notre époque actuelle. En ce lendemain d'élections législatives, la situation française semble inextricable, le système partisan ayant définitivement exempté la politique de bon sens et dégoûté une majeure partie de la population française : 42 % d'abstention, un record pour des élections législatives.

Si de nombreux commentateurs politiques tergiverseront sur les résultats, les triturant jusqu'à la déraison et le ridicule, peu d'entre eux daigneront soulever le véritable problème de la représentation réelle de la Nation française et se contenteront de leurs sempiternelles gargarisassions intellectuelles sur la « pseudo-majorité » de la gauche républicaine. . Faut-il pour autant leur en vouloir ? La caste médiatique est à l'image de la vision politique gouvernementale : désintéressée de la chose publique et du pays réel, elle excelle dans l'art exécrable du brassage d'air et de la gesticulation improductive.

Pourtant, cette question de la représentation du pays réel est aujourd'hui centrale : véritable clé de voûte de l'édifice politique, elle fut progressivement annihilée par le pays légal depuis 1918 (selon Jean de la Viguerie) pour atteindre aujourd'hui la quasi-négation. Dramatique, cette oblitération du pays réel au profit d'un pays légal s'exprime clairement depuis quelques années dans l'éloignement de la classe politique de la réalité populaire, laissant les citoyens français essuyer seuls les plâtres de leur incompétence gouvernementale.

Comme l'écrivait déjà Albert de Mun le 12 février 1885 dans son Discours La Question ouvrière, « *nous marchons vers un temps où l'explosion des haines sociales, favorisée par la coupable ineptie des classes élevées, par l'aveuglement ou la complicité des gouvernements et par le mépris légal de la loi naturelle éclatera sur les nations imprévoyantes dans un long et tragique bouleversement.* »

Demain, la république foulera le mariage aux pieds, tuera davantage d'enfants à naître et pratiquera avec acharnement l'eugénisme négatif. Face à ce mépris du Droit Naturel, face à l'isolement des citoyens français et l'amoralité républicaine, les royalistes ont le devoir de s'exprimer et, mieux encore, de s'engager politiquement pour démontrer l'ancrage de la pensée royaliste au sein même du pays réel. Militer localement, se former et informer, démontrer l'absurdité et le profond nihilisme des idées républicaines doit devenir le leitmotiv des actions royalistes, la ligne directrice des manifestations et travaux royalistes. Et pour que vive la France, vive le Roi !

De l'intégrisme par Krespall

L'on passe difficilement à côté des diverses œuvres potentiellement blasphématoires qui voient le jour un peu partout en Europe. Sur le Concept du Visage du Christ et Gólgota picnic en font partie et ont fait polémique dans les milieux catholiques. Sur le Concept du Visage du Christ, de Castellucci face au Dialogue des Carmélites de Bernanos. Gólgota picnic, de Rodrigo García face aux Compagnons de Jéhu d'Alexandre Dumas. Ces œuvres s'affrontent-elles ? Si l'on voulait répondre « politiquement correctement », si l'on peut dire, l'on commencerait très certainement par dire que les pièces de Castellucci et de García n'ont rien de choquant en ce qu'elles s'inscrivent dans un contexte de liberté d'expression et sans doute, après avoir assouvi sa curiosité quant au propos des autres œuvres, qualifierait-on Bernanos et Dumas d'écrivains intégristes, avec tout ce que le terme d'intégrisme peut comporter de négatif.

Mais qu'est-ce que l'intégrisme ? Ce mot vient du latin integer, qui signifie « *non touché, qui n'a reçu aucune atteinte, non entamé, intact* » , d'où, d'ailleurs, le sens du mot « intègre » qui, lui, possède assez étrangement un sens positif. Il suffit donc de lui ajouter ce suffixe -iste ou -isme pour qu'il devienne une insulte redoutable et qu'il revête un habit sombre et inquiétant. C'est ainsi que le Nouveau Petit Robert 2010 définit l'intégrisme : « Doctrine qui tend à maintenir la totalité d'un système (spécialement d'une religion). > conservatisme. Attitude de croyants qui refusent toute évolution. > fondamentalisme, traditionalisme. Contr. Progressisme. » Il semble que cette définition - qui fait pourtant rigueur puisqu'elle se trouve dans le dictionnaire - soit quelque peu légère, voire étrangement dénuée d'objectivité. Si l'Intégrisme est le contraire direct du Progressisme, on pourrait s'avouer fiers d'être intégristes, mais la chose est beaucoup plus délicate que cela, parce qu'une personne qui se dit progressiste peut très bien être intégriste dans son progressisme.

Qu'est-ce qu'être intégriste ? Qu'est-ce que pratiquer l'intégrisme ? Vous me pardonnerez de m'éloigner de la question religieuse, parce que l'intégrisme, s'il est souvent assimilé à la question religieuse, ne concerne pas uniquement la religion. L'intégriste, religieux ou non, est celui qui se plie à des dogmes, à des règles, sans en comprendre le fonctionnement, sans saisir la raison pour laquelle on lui impose ces règles et qui les défend parce qu'on lui a demandé de les défendre corps et âme. Finalement, l'intégriste est celui qui ne réfléchit pas plus loin que ce qu'on lui a apprit à la base. Le seul contraire au mot « intégrisme » viable est le mot « liberté ». La Liberté d'esprit, la capacité de penser librement et de pouvoir tout remettre en question.

Il n'est pas de mon ressort, généralement, de citer un penseur des Lumières, parce qu'ils sont, pour beaucoup, à la base des malheurs de la France. Cela dit, l'un d'eux a

L'Union Royaliste Bretagne près de chez vous :

Pour connaître toutes les activités de l'URBVM : urbvm@hotmail.fr
Contact Nantes : urbvm@hotmail.fr
Contact Morbihan : franceroyale@live.fr

Rejoignez nous !

De l'intégrisme (suite)

su se démarquer des autres en reprenant un concept déjà creusé par Montaigne, il s'agit bien sûr de Montesquieu, dans ses Lettres Persanes. Ce roman épistolaire dénonce le danger de la pensée unique, comme le faisait Montaigne dans son chapitre Des Cannibales extrait de ses Essais. Ces œuvres sont un appel à la tolérance, sans aucun doute, mais surtout un appel à la liberté de réflexion, à l'extension de l'esprit et à la compréhension de tout le genre humain. Montesquieu, et donc Montaigne avant lui, appellent également l'homme, l'être humain, à se poser une question fondamentale : pourquoi ?

Cette question, on prend la peine de se la poser ou alors, on se la pose par nécessité. Le Royaliste catholique conservateur – et donc intégriste puisqu'il paraît que c'est un synonyme – se la pose parce qu'on lui demande toujours de se justifier.« Mais pourquoi êtes-vous royaliste ? Pourquoi êtes-vous catholique ? Pourquoi êtes-vous conservateur ? »

Et le fait est que le Royaliste catholique conservateur sait répondre à toutes ces questions et comprend avec justesse et cœur le propos des œuvres de Dumas et de Bernanos.
Les arguments d'un Castellucci ou d'un García à la question « Pourquoi s'attaquer à la religion catholique ? » ? Sans doute quelque chose de proche d'un « Pourquoi pas ? » bien placé qui ne témoigne pas réellement d'une réflexion propre, mais bien plutôt d'une envie de se servir, à son gré, de la Liberté d'expression, relançant alors la polémique autour des limites de la Liberté d'expression et de ce qu'est l'art.
Alors, qui est le plus intégriste ? Celui qui apporte une nouvelle vision du monde, une réflexion sur le monde, ou celui qui ne veut pas démordre du fait que ces derniers sont intégristes parce qu'ils ne sont pas progressistes ? Et puis d'abord, pourquoi est-on républicain ? Pourquoi est-ce meilleur d'être républicain que d'être royaliste ? Questions à creuser...

Participez au développement de PRO !

Comme vous le savez, Prospectives Royalistes de l'Ouest est un journal gratuit, diffusé sur Internet et notamment par mails. Dès lors, nous ne vous demandons pas de soutien financier, mais bien de participer au développement de ce journal par quelques actions très simples :

- Envoyez ce journal à vos amis : très simple, il suffit de nous envoyer à cette adresse (urbvm@hotmail.fr) les adresses de vos amis ou collègues pour qu'ils reçoivent gratuitement et sans engagement notre journal. C'est simple, gratuit et ça aide notre cause royale !

- Imprimez ce journal et le laisser en évidence dans les endroits publics : Un peu plus coûteux, mais qu'est que quelques impressions de nos jours ? Diffusez nos idées royalistes, montrez la pertinence de notre pensée par ces quelques articles d'actualité !

- Partagez le sur les réseaux sociaux : on ne rappelera jamais assez la puissance des réseaux sociaux, surtout dans la diffusion d'idées "Politiquement Incorrectes" comme les nôtres. Et ce geste ne vous prend qu'une seconde, le temps de dire "j'aime"...

- Amis webmasters, ce journal est vôtre : reprenez les articles, diffusez les, partagez les, commentez les. La seule demande que nous vous adressons est de citer notre journal et de mettre en lien la page de téléchargement. Aidez nous à faire entendre la voix royaliste, à l'heure où notre belle Nation française se meurt sous les coups de butoirs de l'individualisme et l'arrivisme républicains.

Et pour que vive la France, Vive le Roi !

L'erreur socialiste sur l'impôt

« *Grâce à la bureaucratie et au socialisme, il n'y aura bientôt que deux partis en France : ceux qui vivent de l'impôt et ceux qui en meurent* »

Par cette citation, Achille Tournier soulignait le véritable nerf de guerre, le pilier même du socialisme : l'impôt, mû par un utopique désir d'égalité qui a aujourd'hui pris la forme d'un égalitarisme forcené. Ainsi, la taxation systématique et forcenée devient leitmotiv et règle d'or gouvernementale, sciant inconsciemment la branche économique sur laquelle repose tout l'édifice : l'épargne, l'esprit de prévoyance et d'intelligence qui pousse l'homme à un effort moral et économique en vue d'affronter sereinement les difficultés à venir.

Le nouveau gouvernement Ayrault-Hollande, fort de sa majorité (toute relative) et sûr de son soutien populaire, n'ose encore mettre en place ce renforcement des impôts que pourtant certaines voix socialistes commencent à réclamer. Martine Aubry en tête s'est élevée pour réclamer « une hausse des impôts », arguant avec véhémence « les immenses marges de manœuvre en faisant rentrer des impôts complémentaires ». La cible des socialistes est, comme à son habitude, d'une opacité sans pareille: « ceux qui ont eu tant de privilèges, au dépens des autres », autant dire tout le monde…

Mais ne nous voilons pas la face : la grande gifle économique arrivera à l'automne de cette année, peu de temps après ces redoutables échéances législatives qui ont au moins l'intérêt de geler quelques mois les inepties gouvernementales. Impôts généreusement augmentés, plafonds abaissés et taxes rehaussées : tout sera bon pour financer les généreuses rétributions accordées en quelques mois, promesses démagogiques obligent.

Gilles Carrez, ex-rapporteur UMP du Budget à l'Assemblée Nationale, s'est récemment fendu d'une conjecture économique intéressante, estimant à près de 20 milliards d'euros (1% de la richesse nationale française) le coût des récentes mesures socialistes sur les cinq prochaines années. S'il faut savoir raison garder et prendre ces chiffres avec les pincettes que le bon sens oblige, il n'est pas déraisonnable de penser que ces mesures démagogiques (décret sur les retraites, allocations de rentrée et hausse du SMIC) pèseront certainement très lourd sur les finances françaises et pénaliseront certainement le taux d'emprunt français sur les marchés, aujourd'hui rendu à un faible taux de 3%.

La véritable crainte, que souligne à raison Gilles Carrez, repose sur la nature même des principales cibles de la hausse des impôts : l'exode fiscale étant, hélas, une triste réalité que seule la caste politicienne semble ignorer, les mesures économiques à venir pèseront assurément sur les classes moyennes, ces humbles travailleurs qui, à défaut de vivre de l'impôt, verront chaque jour le fruit de leur travail légalement spolié pour nourrir cet insatiable égalitarisme républicain.

« *Les conservateurs sociaux s'inquiètent surtout du poids de la dette des États, dont les intérêts dévorent l'épargne du passé, empêchent celle du présent de se convertir en capitaux utiles et escomptent celle de l'avenir. Les socialistes, au contraire, veulent faire reposer toute l'activité industrielle ou commerciale sur le crédit de l'État.* »

René de la Tour du Pin, Aphorismes de Politique Sociale

Le respect à l'assaut de la liberté

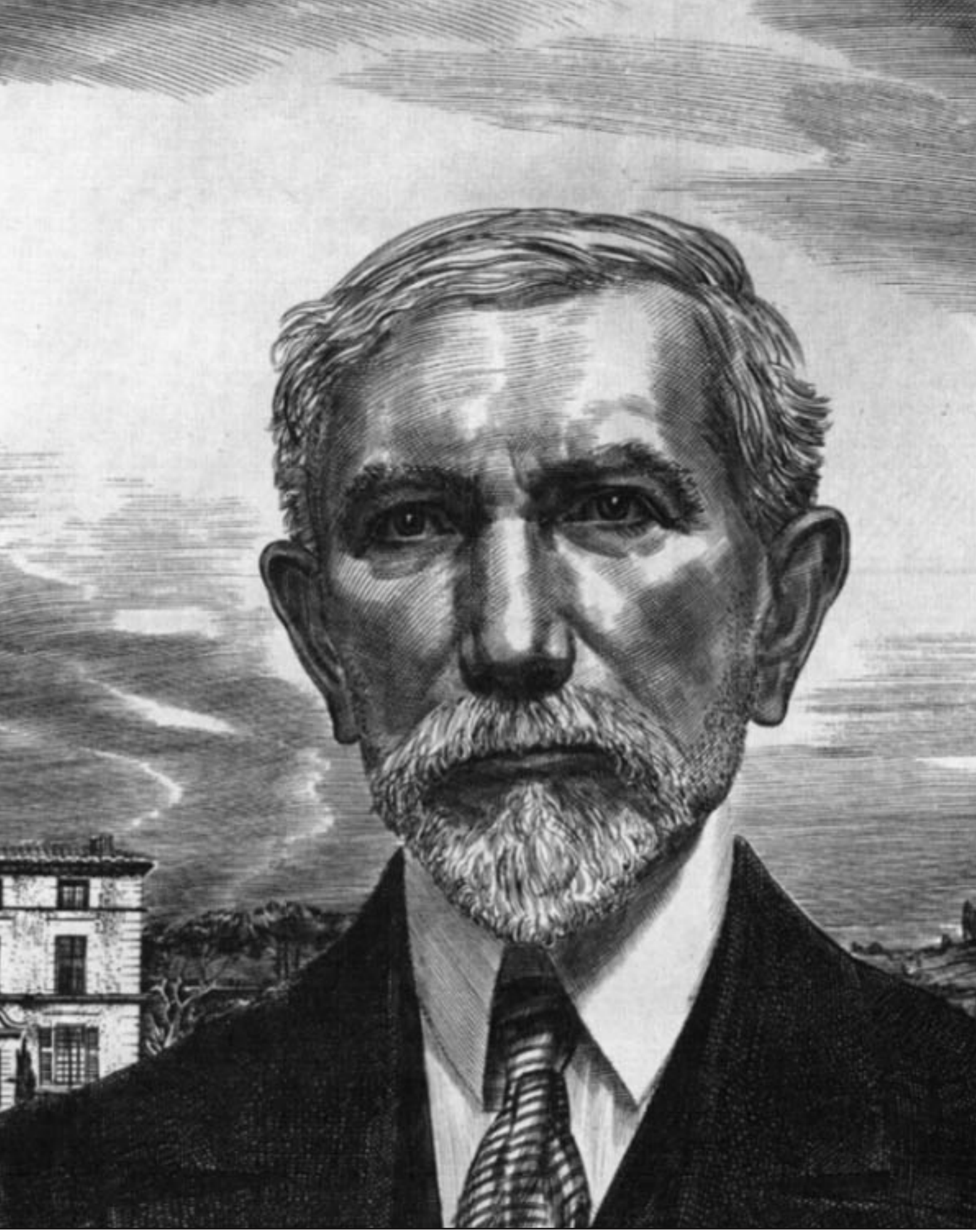
S'il fut donné aux français de citer une grande qualité du système républicain, d'aucun citerait en premier, avec la ferveur de la leçon bien récitée, la garantie d'une grande liberté d'expression. La république française n'est elle pas fondée sur ce principe même de liberté ? Oui, mais pas n'importe quelle liberté : une liberté négative, théorie développée par Isaiah Berlin au XX°Siècle qui pose la liberté en fonction des interdits qu'elle suppose, ceux-ci étant fixés par la Loi (Article IV de la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789).

On retrouve ici la chimérique idéalisation du Législateur propre aux esprits des Lumières : Rousseau avait déjà posé les bases de cette utopique quasi-divinité du Législateur dans son Contrat Social en écrivant « Il faudrait des Dieux pour donner des lois aux hommes ». Cette législation parfaite pêche à l'évidence par de nombreux points, et particulièrement par l'absence totale de prise en compte de l'extraordinaire puissance des groupes de pression sur les institutions chargées de promulguer les lois.

Ainsi, sous l'égide du respect et couvertes de l'ombre de la justice, de nombreuses lois liberticides voient le jour quotidiennement, instaurant jusqu'au délit d'opinion pour restreindre les libertés individuelles. Homosexualité, racisme, génocides, tant de domaines où la contestation n'est plus permise, où le débat semble prohibé ou réservé aux seuls défenseurs de l'opinion bienpensante qui étayeront leur thèse d'arguments irréfutables (sous peine de sanction judicaire)…

Si certaines voix s'élèvent contre cette dictature intellectuelle, comme Robert Ménard ou Ivan Rioufol, la censure journalistique et politique semble pourtant rester inébranlable, comme les récentes mésaventures d'Eric Zemmour sur RTL ont pu le montrer. A ce propos, invectiver l'entreprise RTL n'aura malheureusement que peu d'incidence, celle-ci ne faisant que répondre aux pressions des associations « à la victimisation systématique » en usant des moyens légaux offerts par la république. Dominique Sopo, véritable chantre de cette « indignation-à-géométrie-variable » et président de SOS Racisme, n'a donc guère hésité à tancer l'outrecuidant journaliste en arguant le fallacieux argument de la « propagation de la haine quotidienne »… sachant pertinemment que ces injonctions arriveront, à terme, à faire tomber la tête de son ennemi. En lui ôtant de ce fait sa liberté d'expression.

Or donc, la liberté républicaine est toute relative : elle reste totale dès lors que l'imprudence (ou le libre arbitre) ne nous fait franchir inconsciemment le Rubicon républicain, ces bornes intellectuelles et morales posées légalement par le système. Ces limites, profondément subjectives et soumis aux bonnes volontés des « lobbys » officiels, s'opposent clairement au développement intellectuel en formant non plus des individus libres, mais bien formatés, cloisonnés et encadrés. Le libre arbitre, cher à Saint Augustin, n'en sera réduit qu'au minimum syndical, laissant voguer l'intellect entre les seuls choix que la bienpensance aura choisi d'approuver. A quand la tonte des moutons ?



DOSSIER CHARLES MAURRAS

Pour l'honneur du Maître de Martigues....

Jamais auteur politique n'aura été autant source de polémiques, de calomnies ou de mensonges que Charles Maurras. Actuellement cloué au pilori par les trop nombreux « intellectuels » autoproclamés du régime républicain, la réalité est comme à son habitude loin des préjugés et des idées préconçues qui perlent aujourd'hui nos livres d'Histoire.

Charles-Marie-Photius Maurras naquit le 20 avril 1868 à Martigues, dans cette Provence qui allait bercer ses jours et ses nuits, ses rêves et ses poèmes.

Issu d'une vieille famille provençale, Charles Maurras dut dès sa prime enfance faire face à un grave problème d'audition qu'il conserva toute sa vie, terminant cette dernière proche de la totale surdité. Ayant perdu son père en 1876, il fit ses études au collège catholique d'Aix en Provence, découvrant jour après jour la beauté de cette belle région provençale que dépeignait avec talent les sept poètes du Félibrige, Mistral et Roumanille en tête.

Ayant obtenu son baccalauréat en 1885, il se rendit à Paris dans le but de se lancer dans la brillante carrière littéraire qui semblait se dessiner pendant ses quelques années scolaires. Cette même année, tout juste âgé de 17 ans, il publia donc son premier article dans les Annales de la philosophie chrétienne. Et ces années parisiennes, si elles furent sans nul doute scolaires et assidues, n'en furent pas moins l'occasion pour le jeune Maurras de découvrir la richesse intellectuelle française, notamment par son amitié avec le grand écrivain Anatole France (ce qui renforça indubitablement son agnosticisme) et par la découverte de la pensée positiviste initiée par Auguste Comte et Hippolyte Taine.

Mais l'éloignement de sa terre natale n'ébranla pas son amour immodéré pour la Provence, loin de là. Ces années parisiennes furent également pour Maurras l'occasion de côtoyer des grands noms de la Provence, et il se lia d'amitié avec celui qui lui donnera ses bases en Politique Internationale et en Régionalisme, Frédéric Amouretti. Avec son aide, Charles Maurras rédigera même l'un des plus grands actes du Félibrige, la fameuse Déclaration des jeunes félibres du 22 février 1892, tout juste âgé de 23 ans. Les années 1895-1896 se révélèrent être les années charnières pour Charles Maurras. Ecrivant maintenant dans de nombreux journaux tels que la Cocarde de Maurice Barrès ou la Gazette de France, il couvrit pour cette dernière les Jeux Olympiques de 1896 et rentra véritablement changé de ce voyage. Face au romantisme et au germanisme de cette fin du XIX°Siècle, Maurras devint l'un des plus grands chantres du classicisme et de la défense de la civilisation gréco-latine.

Ces années virent surtout éclater l'Affaire Dreyfus, celle-là même qui divisa pendant des années les français. Maurras, tout comme grand nombre d'intellectuels (Barrès, Brunetière, etc…) de cette époque, prend le parti antidreyfusard non pas comme on a pu le prétendre contre la religion de Dreyfus mais pour l'honneur de l'Armée. Car la plupart des antidreyfusards ne s'opposent pas à Dreyfus en lui-même, mais bien à la révision de son Procès qui mettrait l'Armée en véritable porte-à-faux ce qui, en ces temps troublés (le président Carnot vient d'être assassiné et les « lois scélérates » promulguées), revenait à mettre en danger la Patrie.

Défendant sans cesse l'idée de Décentralisation (ouvrage de 1898), centrale pour toute saine politique nationale, Maurras en vint tout simplement à considérer l'idée royaliste comme la plus pertinente. C'est ce qui fit d'ailleurs la grande force de Maurras : il ne naquit pas royaliste, il ne le devint pas par tradition mais par intelligence et culture. C'est l'intelligence et l'étude politique qui poussa Maurras au Royalisme, gageure de la pertinence politique de l'idée royaliste.

C'est d'ailleurs pendant l'Affaire Dreyfus que fut créé l'Action Française par deux républicains, Maurice Pujo et Henri Vaugeois, où Maurras n'y entra que comme collaborateur. Le début de la publication de l'Enquête sur la Monarchie de Charles Maurras dans la Gazette de France, en 1900, allait complètement changer la donne politique. Cette inexpugnable volonté Maurrassienne de réveil patriotique et monarchique était véritablement catalysée par l'incroyable instabilité politique de l'époque, jointe au traumatisme de la défaite de 1870.

Ramenant ainsi la plupart des cadres de l'Action Française à la cause monarchiste (Jules Lemaître, Henri Vaugeois, Maurice Pujo notamment), Maurras fit de l'Action Française le fer de lance du Royalisme en ce début du XX°Siècle, développant au fur et à mesure de ses ouvrages la pensée royaliste et martelant avec l'insistance du bon sens les principes qui devaient sauver la France. De ces ouvrages, la postérité retiendra notamment L'Idée de Décentralisation (1898), l'Enquête sur la Monarchie (1900 à 1909), la république et la question ouvrière (1908), Kiel and Tanger (1913), la Nation et le Roi (1928) et Comment je suis devenu royaliste (1930).

Pendant la Grande Guerre, l'Action Française et Charles Maurras optèrent pour le « compromis nationaliste », stoppant momentanément toute propagande royaliste pour soutenir les armées françaises face à l'envahisseur allemand. Ce compromis qu'il résumait sous l'adage « défendre l'héritage en l'absence d'héritier » lui fut grandement reproché par les royalistes intransigeants, qui ne pouvaient accepter de compromis avec la république, fut-il temporaire.

Pendant toutes ces années de l'entre-deux guerres, des années 1900 au début de la seconde guerre mondiale, Maurras n'aura de cesse de défendre l'idée royale et de développer l'influence de l'Action Française. Aidé de brillants intellectuels comme l'historien Jacques Bainville, Léon Daudet ou Jules Lemaître, il bâtit une véritable école de pensée : l'Action française devint rapidement quotidienne, les organisations militantes comme les Camelots du Roi se multiplièrent, une maison d'édition vit le jour et la création de nombreux cercles ne firent qu'asseoir un peu plus la puissance de la pensée royaliste en ce début du XX°Siècle. En 1934, l'Action Française compte pas moins de 60 000 adhérents, dont 7 000 parisiens…

En 1925, de multiples attentats et attaques (7 morts en 6 mois) visent les royalistes, et les patriotes en général d'ailleurs. Maurras, conscient de la réalité du danger et de l'inertie des autorités, décide de frapper un grand coup en remplaçant son article quotidien du 9 Juin par deux lettres ouvertes, l'une au préfet de police et l'autre au Ministre de l'Intérieur, Abraham Schrameck. Cette lettre, souvent mal comprise, exprime clairement la pugnacité de celui que l'on appelle déjà « Le Maître de Martigues ».

« *[…] Il suffira d'essayer de nous désarmer et de nous livrer à vos bourreaux chinois. Vous subirez la peine à laquelle vous serez condamné. C'est sans haine et sans crainte que je donnerai l'ordre de verser votre sang de chien s'il vous arrive d'abuser de la force publique pour ouvrir les écluses du sang français sous les balles et les poignards de vos chers bandits de Moscou*. »

Et il suffit de se pencher objectivement sur l'Affaire Philippe Daudet ou l'assassinat de Marius Plateau pour comprendre les sacrifices concédés par les royalistes, les morts qu'ils ont dû enterrer en voyant leurs meurtriers libérés, comme Germaine Berton.

Peu de temps après, c'est à la Papauté que Maurras devra faire face. En effet, en 1926, le Cardinal Andrieu mettait en garde L'Action Française contre la place de Dieu dans leurs propos, que ce soit dans le quotidien comme dans les ouvrages. Pourquoi ? Tout simplement parce que Maurras, agnostique de son état, avait posé la religion catholique comme ciment de l'unité nationale, mais n'avait pas subordonné la politique à la religion, laissant le gouvernement de la France indépendant de la hiérarchie catholique. Dès lors, l'Eglise frappa un grand coup les royalistes de l'Action Française : interdiction des sacrements (1927), Mise à l'index des œuvres et du quotidien (1926), etc… C'est grâce à l'intervention d'un groupe d'évêques, aidés notamment par les carmélites de Lisieux, que sera réhabilité l'Action Française en 1939.

Par ailleurs, avant même l'accession d'Hitler à la Chancellerie Allemande, les membres de l'Action Française furent les premiers à dénoncer les intrinsèques dangers du nazisme. Bainville en tête, les intellectuels maurassiens ne tarirent de critiques et de dénonciations, contrairement à l'image colportée par les pseudo-historiens actuels.

Maurras, dès 1930, mettait en garde contre ce nazisme qui était « un des plus grands dangers pour la France », et il n'aura dès lors de militer pour un renforcement militaire de la France. Pour autant, Maurras et l'Action Française n'appelèrent jamais à la Guerre ouverte contre l'Allemagne, conscients de l'évidente défaite qu'allait subir la France si elle s'y aventurait.

Lors de l'arrivée au pouvoir du Maréchal Pétain en 1940, Maurras eut cette expression de « Divine Surprise » que la postérité garda. Pêchant par anachronismes et ignorance historique, la plupart des commentateurs actuels oublient que l'arrivée du Maréchal Pétain au pouvoir a été vue pour la majorité des français comme un soulagement face à l'inaction du gouvernement Reynaud. Prônant l'obéissance inconditionnelle dans l'homme qui apparaissait aux yeux de tous comme le seul véritable sauveur de la Patrie, Maurras choisit donc de suivre le Régime du Maréchal Pétain mais, contrairement à ce qui a pu être écrit, a toujours dénoncé avec véhémence la collaboration avec l'Allemagne nazie. Il présentera donc rapidement Pierre Laval « comme un traître » et l'AF sera interdite en zone occupée puis soumise à la censure après l'invasion de la Zone Libre en 1942.

Pétainiste par nécessité, Maurras ne fut jamais vraiment du proche du Maréchal. Lui-même le dira et protestera contre « *la fable intéressée qui fait de moi une espèce d'inspirateur ou d'Éminence grise du Maréchal. Sa doctrine est sa doctrine. Elle reste républicaine. La mienne est restée royaliste. Elles ont des contacts parce qu'elles tendent à réformer les mêmes situations vicieuses et à remédier aux mêmes faiblesses de l'État. (…) L'identité des problèmes ainsi posée rend compte de la parenté des solutions. L'épouvantable détresse des temps ne pouvait étouffer l'espérance que me donnait le remplacement du pouvoir civil impersonnel et irresponsable, par un pouvoir personnel, nominatif, unitaire et militaire.* »

Condamné pour « *intelligence avec l'ennemi* » à la libération après un procès sans réelle justice, Charles Maurras sera gracié pour raison de santé peu de temps avant sa mort en 1952. Son œuvre, immense par sa profondeur et son étendue, ne saurait se limiter au domaine politique : Poésie (La Musique Intérieure, 1925), Littérature (les Amants de Venise, 1902) et Philosophie (L'Avenir de l'Intelligence, 1905) en sont véritablement parties intégrantes.